

# Jelani Cobb : Derrick Bell, l'homme à l'origine de la «Théorie critique de la race» (Critical Race Theory ou CRT)

Cet article de Jelani Cobb<sup>1</sup> est paru en septembre 2021 dans *The New Yorker* (<https://www.newyorker.com/magazine/2021/09/20/the-man-behind-critical-race-theory>). Il m'a semblé utile de le traduire, parce que Derrick Bell est peu connu en France mais surtout parce qu'il nous aide à comprendre le contexte concret dans lequel ont été élaborées les premières hypothèses de la «Théorie critique de la race» ou CRT. Elles sont partiellement à l'origine de ce que les réactionnaires appellent le «wokisme», mais qui n'est qu'une forme d'identitarisme réactionnaire quel que soit son verbiage «de gauche». Ceux qui exportent ces «théories», ou certains de leurs éléments, dans d'autres pays, comme le font les intellectuels ou militants identitaires de gauche en France, ignorent le contexte nord-américain des années 1950 et 1960. J'ai introduit, en notes, ou dans le glossaire, quelques précisions et remarques critiques sur les organisations, individus ou événements cités.

Y.C., *Ni patrie ni frontières*

Nichée dans le comté de Leake, un lotissement parfaitement carré au centre du Mississippi, la ville de Harmony doit ses origines à un petit nombre d'ex-esclaves noirs qui achetèrent des terres à d'anciens esclavagistes après la guerre de Sécession. Selon la tradition locale, Harmony, qui s'appelait auparavant Galilee, fut rebaptisée au début des années 1920, après qu'un habitant noir qui avait contribué financièrement à la construction de l'école de la ville eut déclaré, une fois celle-ci terminée : «*Maintenant, vivons et travaillons en harmonie.*» Cette histoire explique peut-être pourquoi, près de quatre décennies plus tard, lorsqu'un conseil scolaire blanc (*school board*<sup>\*2</sup>) ferma l'école, cette mesure fut interprétée comme une attaque contre le cœur de la communauté noire. Cet établissement était l'une des cinq mille écoles publiques (*public schools*) pour enfants noirs du Sud que le philanthrope Julius Rosenwald\* finança à partir de 1912. La fondation de Rosenwald fournit le capital de départ et les membres de la communauté construisirent le bâtiment de leurs propres mains. Dans les années 1960, la plupart de ces structures étaient décrépies, reflétant le mépris permanent du Sud pour l'éducation des Noirs. Néanmoins, l'école Harmony offrait à ses élèves une bonne

---

<sup>1</sup> Cf. son interview sur le même sujet : <https://www.youtube.com/watch?v=Uu7fN6-hEIs>. Jelani Cobb enseigne le journalisme à l'université de Columbia. On peut entendre un débat utile sur Bell «The professor as protestor» («Un professeur et un protestataire» <https://www.youtube.com/watch?v=eEhI-0QGfME>) et plusieurs interviews de lui : <https://www.youtube.com/watch?v=RVy8w0Sz9LY> ; <https://www.youtube.com/watch?v=E7zYD1q8B30> ; <https://www.youtube.com/watch?v=Ksb3jINQ0N4> ; <https://www.youtube.com/watch?v=RJydWvF1AQQ> et <https://www.youtube.com/watch?v=iG80P-pWoKg> (NdT).

<sup>2</sup> Les termes suivis d'un astérisque sont définis dans le glossaire page et suivantes (NdT).

éducation et était un objet de fierté pour la communauté, qui souhaitait qu'elle reste ouverte. En 1961, la bataille autour de cette école fut à l'origine de la fondation de la section locale de la NAACP\*.

Cette année-là, Winson Hudson, la vice-présidente de la section, qui travaillait avec des familles noires locales, contacta diverses personnes du mouvement des droits civiques, et finit par contacter Derrick Bell, un jeune avocat du Legal Defense and Educational Fund (Fonds pour la défense juridique et l'éducation<sup>3</sup>) de la NAACP, à New York. Bell écrivit plus tard, dans la préface des mémoires de Hudson<sup>4</sup>, que ses collègues avaient été étonnés d'apprendre que l'objectif de Mme Hudson était de rouvrir l'école Rosenwald. Il raconte lui avoir dit : *«Notre croisade n'est pas de sauver les écoles ségréguées, mais de les éliminer.»* Mais il ajouta que, si les habitants de Harmony étaient intéressés à faire respecter l'intégration, le Fonds pour la défense juridique pourrait les aider.

Hudson finit par accepter l'offre de Bell et, en 1964, le Fonds de défense juridique remporta le procès de Hudson contre le conseil scolaire de Leake County (Diane, la nièce de Winson Hudson en âge scolaire, était la plaignante), qui obligea cet organisme à se conformer à la politique de déségrégation. Les élèves de Harmony furent inscrits dans une école blanche du comté. Par la suite, cependant, Bell commença à remettre en question l'efficacité à la fois de ce procès et de la campagne pour l'intégration. Dans tout le Sud, de tels jugements provoquèrent la fuite des Blancs des écoles publiques et la création d'*«académies de la ségrégation»* privées – les élèves noirs continuèrent donc à fréquenter des établissements effectivement séparés. Des années plus tard, après que la victoire de Hudson fut entrée dans l'histoire des droits civiques, Hudson et Bell se rencontrèrent lors d'une conférence et il lui dit : *«Je me demande si je vous ai donné le bon conseil.»* Hudson lui répondit qu'elle se posait aussi la même question.

Derrick Bell passa la seconde moitié de sa carrière au sein de l'université et, au fil du temps, il en vint à reconnaître que d'autres décisions prises dans des procès marquants pour les droits civiques avaient eu un impact pratique limité. Il en tira une conclusion troublante : selon lui, le racisme était si profondément enraciné dans la société américaine qu'il pouvait se réaffirmer après chaque vague successive de réformes visant à l'éliminer. Le racisme, commença-t-il à penser, était permanent. Les idées de Derrick Bell sous-tendent un corpus de pensée qui, dans les années 1980, est devenu connu sous le nom de la «Théorie critique de la race» (ou CRT en anglais). Après plus d'un quart de siècle, il existe un vaste champ de littérature universitaire explorant les idées de la CRT sur les contradictions des lois contre la discrimination et les complexités de la défense juridique de la justice sociale\*.

Au cours des derniers mois [de 2021], cependant, les conservateurs se sont lancés dans une guerre contre un large éventail d'affirmations qu'ils attribuent à tort à la «Théorie critique de la race», tout en mentionnant à peine le corpus d'études qui la sous-tend ou même le nom de Bell. Comme l'a déclaré sur Twitter Christopher F. Rufo\*, l'un des militants à l'origine de cette récente croisade idéologique, l'objectif était dès le départ de déformer l'idée pour en faire une pierre de touche absurde. *«Nous avons réussi à figer leur marque déposée – la*

---

<sup>3</sup> Selon le site Web de cette organisation : *«Fondée en 1940 sous la direction de Thurgood Marshall, qui est devenu par la suite le premier juge afro-américain de la Cour suprême des États-Unis, le Legal Defense Fund (LDF) a été lancé à une époque où les aspirations de la nation à l'égalité et à une procédure légale régulière étaient étouffées par une inégalité raciale généralisée soutenue par l'État. Depuis cette époque jusqu'à aujourd'hui, la mission du LDF a toujours été transformatrice : parvenir à la justice raciale, à l'égalité et à une société inclusive.»*

<sup>4</sup> *Mississippi Harmony : Memoirs of a Freedom Fighter*, Palgrave, Macmillan, 2002, ouvrage préfacé par Derrick Bell (NdT).

*“Théorie critique de la race” – dans les débats publics et nous ne cessons d’en accroître les perceptions négatives. Nous finirons par la rendre toxique, car nous avons placé toutes les diverses insanités culturelles sous ce label»,* a-t-il écrit. En conséquence, ces militants ont présenté comme la CRT comme une théorie qui défendrait un racisme suprémaciste afro-américain, la falsification de l’Histoire et une terrible apothéose de l’idéologie woke. Patricia Williams, l’une des auteures classiques de la CRT, qualifie cette caractérisation erronée d’*«escroquerie définitionnelle»*.

Vinay Harpalani, professeur de droit à l’université du Nouveau-Mexique, qui a suivi un cours de droit constitutionnel avec Bell à l’université de New York en 2008, se souvient du climat de tolérance intellectuelle qui régnait dans sa classe. *«Certains étudiants blancs conservateurs s’entendaient très bien avec le professeur Bell, parce qu’il respectait leur opinion, m’a confié Harpalani. L’attaque des conservateurs rate complètement sa cible parce qu’il était plus respectueux des étudiants conservateurs et qu’il leur donnait plus la parole que quiconque.»* Sarah Lustbader, une avocate commis d’office\* basée à New York qui était l’assistante de Bell pour son cours de droit constitutionnel en 2010, a un souvenir similaire : *«Certains craignent la Théorie critique de la race, parce qu’ils croient, à tort, que leurs enfants seront endoctrinés d’une manière ou d’une autre. Mais le cours de Bell a été le cours le moins idéologique que j’ai suivi à la faculté de droit, m’a-t-elle déclaré. Nous avons la plus grande liberté dans cette classe pour parvenir à nos propres conclusions sans jugement, tant qu’il s’agissait d’arguments de bonne foi, bien exposés et raisonnables.»*

Les législateurs républicains, cependant, n’ont pas tardé à tirer parti de la controverse. En juin 2021, le gouverneur du Texas Greg Abbott, du Texas, a signé un projet de loi qui restreint l’enseignement sur les questions raciales dans les écoles publiques de l’État<sup>5</sup>. L’Oklahoma, le Tennessee, l’Idaho, l’Iowa, le New Hampshire, la Caroline du Sud et l’Arizona ont introduit des lois similaires. Mais toute cette indignation et ces réactions valident involontairement les arguments mêmes que Bell a avancés. En 2020, après le meurtre de George Floyd, les Américains ont commencé à affronter la généalogie du racisme dans ce pays en si grand nombre qu’on a parlé d’un «moment de réflexion». Bell, qui est décédé en 2011, à l’âge de quatre-vingts ans, se serait sans doute peu intéressé au fait que les politiciens blancs répondirent à cette prise de conscience en réduisant les discussions sur la race dans les écoles publiques ; il aurait plutôt insisté sur le fait que leurs tentatives d’étouffement des discussions s’est accompagnée d’un effort plus large pour consolider les structures politiques qui désavantagent les Afro-Américains. Autre aspect ironique de cette situation : les conservateurs sont obsédés par la CRT, bien que certaines des critiques les plus acerbes de

---

<sup>5</sup> Un projet de loi défendu par les démocrates texans incluait une *«liste de documents historiques supplémentaires écrits par des personnes de couleur et des femmes»* et *«exigeait également que les élèves apprennent "l'histoire de la suprématie blanche, y compris, mais sans s'y limiter, l'institution de l'esclavage, le mouvement eugéniste et le Ku Klux Klan, et les façons dont elle est moralement inacceptable"»*. Le gouverneur, les Républicains et différentes associations réactionnaires ont argué que les professeurs ne pouvaient pas être obligés d’aborder des sujets d’actualité, que ces sujets étaient trop sensibles et controversés et qu’un tel enseignement allait abaisser le niveau d’éducation général parce qu’il diffamait les «pères fondateurs» de la Nation et rendait tous les Blancs responsables d’événements passés ! La loi signée par le gouverneur républicain a aussi institué le fait que désormais la participation à des «activités civiques» (y compris le fait d’avoir des activités politiques ou de faire du lobbying pour une cause auprès des élus) ne permettrait plus d’acquérir des points supplémentaires dans son dossier scolaire. Cf. <https://www.texastribune.org/2021/06/15/abbott-critical-race-theory-law/> (NdT).

cette théorie ciblent les échecs ultimes du libéralisme<sup>6</sup>, à commencer par la participation précoce de Bell à l'une de ses réalisations les plus célèbres.

En mai 1954, lorsque la Cour suprême annula la ségrégation raciale imposée par la loi dans les écoles publiques, dans l'affaire «Brown versus Topeka Board of Education»<sup>7</sup>, la décision fut immédiatement reconnue comme un tournant dans l'histoire de la nation. Une équipe juridique du Fonds pour la défense et l'éducation de la NAACP, dirigée par Thurgood Marshall\*, fit valoir que la ségrégation violait la clause de protection égale du quatorzième amendement<sup>8</sup>, en infligeant un préjudice psychologique aux enfants noirs. Le président de la Cour suprême, Earl Warren\*, prit la décision inhabituelle de persuader les autres juges de parvenir à un consensus, afin qu'une décision unanime ait davantage d'impact. Avec le temps, beaucoup en sont venus à considérer cette décision comme la salve d'ouverture du mouvement moderne des droits civiques, et elle fit de Thurgood Marshall l'un des avocats les plus connus du pays. Sa gestion du procès inspira particulièrement Derrick Bell, alors âgé de 24 ans, qui servait dans l'armée de l'air et avait développé un vif intérêt pour les questions d'égalité.

Bell naquit en 1930, au sein d'une famille ouvrière, dans le Hill District de Pittsburgh, le quartier immortalisé par les pièces d'August Wilson\*, et il fréquenta l'université Duquesne avant de s'engager. Après avoir servi deux ans dans l'armée, il entra à la faculté de droit de l'université de Pittsburgh et, en 1957, il fut le seul Noir diplômé de sa promotion. Il décrocha un emploi au sein du ministère de la Justice, mais, en 1959, lorsqu'il fut affecté à la toute nouvelle division des droits civiques, ses supérieurs apprirent qu'il appartenait à la NAACP. Ils lui firent remarquer que cette appartenance constituait un conflit d'intérêts et qu'il devait donc démissionner de cette organisation. Adoptant une attitude qui allait devenir une constante dans sa carrière, Bell quitta son emploi de fonctionnaire plutôt que de compromettre ses principes. Il commença à travailler à la NAACP de Pittsburgh, où il rencontra Thurgood Marshall, qui l'embaucha en 1960 comme avocat salarié au Fonds de défense juridique (Legal Defense Fund), le bras juridique de la NAACP jusqu'en 1957, date à laquelle il devint une organisation distincte.

Bell arriva à un moment crucial de l'histoire de ce fonds. En 1956, deux ans après l'affaire «Brown versus Topeka Board of Education», le Fonds de défense juridique avait plaidé avec succès dans l'affaire «Browder versus Gayle<sup>9</sup>», qui avait mis fin à la ségrégation dans les

---

<sup>6</sup> A comprendre ici au sens **français** de «progressisme» ou même de «républicanisme», sachant, par exemple, qu'Obama est dénoncé comme un «libéral» voire comme un «gauchiste» par les républicains américains (*NdT*).

<sup>7</sup> Il s'agit d'un procès visant le Bureau de l'Éducation du Kansas, dont la capitale est Topeka. Cette décision prise par la Cour suprême en 1954 mit fin à la doctrine «*séparés mais égaux*» qu'elle avait elle-même légalisée en 1896 (cf. sa décision dans l'affaire «Plessy versus Ferguson»), en prétendant à l'époque que l'existence de wagons séparés pour les Euro-Américains et les Afro-Américains ne faisait pas de ces derniers des êtres humains inférieurs aux premiers, et était donc conforme à la Constitution ! Quand la Cour suprême décida de mettre fin à la ségrégation, celle-ci était encore légale dans les établissements scolaires de 17 États (*NdT*).

<sup>8</sup> Adopté en 1868, le 14<sup>e</sup> amendement est censé garantir la citoyenneté à toute personne née aux États-Unis et affirme la nécessité de garantir l'égale protection de tous ceux qui se trouvent sur son territoire. Il a été invoqué, par la Cour suprême, en 1971, pour renforcer le principe de l'égalité juridique entre les hommes et les femmes, et l'abolition de toute forme de discrimination, ainsi que le mariage entre personnes de même sexe en 2015 (*NdT*).

<sup>9</sup> Aurelia Shines **Browder** Coleman faisait partie des quatre militantes afro-américaines (dont deux mineures) qui portèrent plainte pour discrimination raciale dans les bus devant un

autobus urbains de l'Alabama – et avait donné à Martin Luther King et à la Montgomery Improvement Association\* une victoire au terme d'une campagne de boycott qui dura un an. Le Fonds de défense juridique lança des procès pour la déségrégation dans tout le Sud, et Bell en supervisa ou en géra un grand nombre. Mais, lorsque Winson Hudson le contacta, elle lui donna l'occasion de réfléchir à la distance entre le programme des organisations nationales des droits civiques et les priorités des communautés locales qu'elles étaient chargées de défendre. Dans ses mémoires, Winson Hudson évoque un échange assez vif qu'elle eut, avant de contacter Derrick Bell, avec un représentant blanc du conseil scolaire. Elle lui dit : «*Si vous ne ramenez pas l'école à Harmony, nous irons dans votre école.*». Là où le Fonds de défense juridique envisageait l'intégration comme un objectif, Hudson y voyait un levier à utiliser dans la lutte pour maintenir une école noire de qualité dans sa communauté, sa ville.

L'école Harmony était déjà devenue un point chaud. Medgar Evers\*, le principal dirigeant de la section de la NAACP au Mississippi, s'était rendu à Harmony et avait aidé à organiser la section locale. Il avait prévenu les membres de l'organisation que le travail qu'ils entreprenaient pouvait leur coûter la vie. Lors de ses voyages dans l'État, Derrick Bell mettait un point d'honneur à ne pas conduire lui-même ; il savait qu'un mauvais virage sur des routes inconnues pouvait avoir des conséquences fatales. Il fut arrêté pour avoir utilisé une cabine téléphonique réservée aux Blancs à Jackson et, à son retour à New York, Thurgood Marshall plaisanta sur le fait que, s'il se faisait tuer dans le Mississippi, le Fonds de défense juridique utiliserait ses funérailles pour collecter des fonds. Les dangers, cependant, étaient bien réels. En juin 1963, un suprémaciste blanc tira sur Evers et le tua devant sa maison, à Jackson ; il avait trente-sept ans. Les années suivantes, il y eut une tentative d'attentat à la bombe incendiaire au domicile de Winson Hudson et deux attentats à la bombe chez sa sœur, Dovie, qui était la mère de Diane Hudson et participait au mouvement. Ces souffrances et ces pertes renforcèrent certainement le sentiment croissant, dans l'esprit de Bell, que ses efforts n'avaient fait que contribuer à créer un système de ségrégation plus durable.

Derrick Bell quitta le Fonds de défense juridique en 1966 pour une carrière universitaire qui le mena d'abord à la faculté de droit de l'université de Californie du Sud, où il dirigea le Centre juridique pour l'intérêt public<sup>10</sup> ; puis, en 1969, il occupa un poste de maître de conférences à la faculté de droit de Harvard. Derek Bok, le doyen, promit à Bell qu'il serait «*le premier mais pas le dernier*» Noir recruté comme titulaire. En 1971, Bok fut nommé président de l'université et Bell devint le premier professeur noir titulaire de la faculté de droit de Harvard. Il commença à créer des cours qui exploraient le lien entre les droits civiques et le droit – en rupture avec la pédagogie traditionnelle.

En 1970, il publia un recueil de jurisprudence intitulé *Race, Racism and American Law*<sup>11</sup> qui fut l'une des premières analyses des litiges relatifs aux droits civiques à travers l'histoire américaine. Ce livre contenait également les germes d'une idée qui devint un élément majeur de son travail : selon lui, la situation des Afro-Américains s'était surtout améliorée lorsque ce progrès correspondait aux *intérêts* des Blancs, à commencer par l'émancipation des esclaves

---

«tribunal de district» en Alabama. Elles avaient été arrêtées et condamnées à payer une amende plusieurs mois *avant* Rosa Parks. William A. Gayle était le maire de Montgomery à l'époque (NdT).

<sup>10</sup> Département universitaire qui prépare aussi bien à la carrière d'avocat «pro bono» (gratuit au départ et rémunéré selon les résultats obtenus) ou commis d'office qu'à des carrières dans la fonction publique pour des élèves soucieux de «l'intérêt général» et de causes sociales, humanitaires, environnementales, etc. (NdT).

<sup>11</sup> Aspen, 2008, 792 pages, 8<sup>e</sup> édition (NdT).

qui, nota-t-il, était une condition préalable au sauvetage de l'Union<sup>12</sup>. Entre 1954 et 1968, le mouvement des droits civiques apporta des changements qui furent présentés comme une seconde Reconstruction<sup>13</sup>. L'assassinat de Martin Luther King, le 4 avril 1968\*, constitua une perte dévastatrice, mais l'espoir persista qu'un éventail plus large de possibilités s'offrirait aux Noirs et à la nation. Pourtant, quelques années plus tard, lorsque des conflits explosifs éclatèrent à propos de la discrimination positive et des transferts scolaires obligatoires (*busing*<sup>14</sup>), ces victoires commencèrent à ressembler moins à un antidote qu'à un traitement pour une maladie dont les pires symptômes peuvent être temporairement atténués mais qui ne peut être guérie. Bell était en avance sur beaucoup d'autres pour arriver à cette conclusion<sup>15</sup>. Si le mouvement des droits civiques avait été une seconde Reconstruction, il fallait se rappeler que la première Reconstruction s'était terminée par les purges enflammées de la prétendue ère de la Rédemption\*, au cours de laquelle l'esclavage, bien qu'aboli par le treizième amendement<sup>16</sup>, avait été ressuscité sous de nouvelles formes, telles que le métayage et la location de détenus<sup>17</sup>. Bell semblait s'être trouvé dans une position semblable à celle de Thomas Paine\* : il avait participé à une révolution mais avait aussi été témoin des événements qui avaient révélé les limites de ses réalisations.

Le scepticisme de Bell fut renforcé par la décision de la Cour suprême en 1978 dans l'affaire «Bakke versus University of California», qui remettait en cause la discrimination positive dans l'enseignement supérieur. Allan Bakke, un jeune Blanc qui voulait étudier la médecine, avait été rejeté à deux reprises par l'université de Californie à Davis. Il intenta un procès en affirmant que la fac avait rejeté son inscription parce que sa politique d'admission, ou ses quotas, favorisaient les minorités, et que la discrimination positive équivalait donc à une «*discrimination à rebours*». La Cour suprême décida que la race pouvait être prise en compte, parmi d'autres facteurs, pour l'admission d'un étudiant ; selon cette cour, la diversification des admissions était à la fois un objectif impérieux et admissible en vertu de la

---

<sup>12</sup> «L'Union» désigne les 23 États, situés au nord et à l'ouest des États-Unis actuels, qui firent la guerre contre treize autres États du sud et du centre qui firent sécession de l'Union et prirent le nom d'«États confédérés d'Amérique» (ou Confédération) (*NdT*).

<sup>13</sup> Période qui fit suite à la Guerre de Sécession (1861-1865). Elle fut marquée par l'abolition de l'esclavage dans les États du Sud, où l'intégration des affranchis demeura toutefois un échec (*NdT*).

<sup>14</sup> Transfert par autobus des enfants afro-américains d'un quartier populaire et pauvre vers une école à majorité euro-américaine d'un autre quartier dont les habitants appartenaient généralement aux «classes moyennes» (*NdT*).

<sup>15</sup> En réalité, c'était déjà la position du nationaliste raciste panafricaniste Marcus Garvey qui se plaignait d'avoir été copié par Mussolini et construisit un mouvement de masse chez les Afrodescendants dans les années 1918-1922. Cf. Manolo et João Bernardo, *De retour en Afrique. Des révoltes d'esclaves au panafricanisme*, Éditions Ni patrie ni frontières, 2018 (*NdT*).

<sup>16</sup> Adopté en 1865, le 13<sup>e</sup> amendement abolit l'esclavage et la servitude involontaire aux États-Unis, sauf en cas de punition pour un crime. Il fut contourné par les États du Sud qui élaborèrent des *Black Codes* (Codes noirs) puis des lois ségrégationnistes dites «Jim Crow», permettant de restreindre considérablement voire d'éliminer la plupart de leurs droits civiques jusqu'aux lois fédérales de 1964, 1965 et 1968 (*NdT*).

<sup>17</sup> Instauré dans certains États, à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, ce système de travaux forcés se généralisa après la guerre de Sécession dans le Sud et fut imposé surtout aux Afro-Américains pour qu'ils travaillent dans des plantations, pour la construction de chemins de fer, dans la sidérurgie, les scieries ou les mines. Il fut progressivement aboli, du moins sous sa forme la plus barbare, à des dates différentes suivant les États (*NdT*).



Constitution, mais le système explicite de quotas appliqué par l'université de Californie ne l'était pas. Bakke fut donc admis à la faculté de médecine.

Bell vit dans cette décision le début d'une nouvelle phase de défis. Selon lui, le respect de la diversité n'avait pas du tout les mêmes effets que des réparations ; cette politique pouvait donner l'apparence de l'égalité tout en laissant intacts les mécanismes sous-jacents de l'inégalité. A son avis, la décision de la Cour prouvait qu'elle valorisait une sorte d'«indifférence face à la couleur» (*colorblindness*\*) par défaut, par opposition à une prise de conscience intentionnelle de la race et de la nécessité de remédier aux torts historiques qu'une race a subis. Il aurait probablement vu le même principe à l'œuvre dans l'arrêt de la Cour suprême de 2013 dans l'affaire «Shelby County versus Holder\*», qui vida de sa substance la loi sur le droit de vote.

Dans les années qui suivirent l'affaire Bakke, Bell publia deux articles qui furent considérés à la fois comme brillants et hérétiques. Le premier, «Serving two masters» (Servir deux maîtres), qui parut en mars 1976 dans la revue de la faculté de droit de Yale (*Yale Law Journal*), évoquait son propre rôle dans l'affaire Harmony. Il écrivit que la mission des groupes engagés dans les litiges relatifs aux droits civiques, tels que la NAACP, impliquait un conflit d'intérêts intrinsèque. Le titre de l'article faisait allusion aux intérêts divergents des organisations et de leurs clients ; ce que les organisations voulaient mettre en place pouvait ne pas correspondre à ce que souhaitaient leurs clients – voire même à ce dont ils avaient besoin. Le concept de «conflit intrinsèque» est essentiel si l'on veut saisir la façon dont Bell comprit l'évolution du mouvement des droits civiques et ses causes: les sommets que ce mouvement avait atteints montraient paradoxalement tout le chemin qu'il restait à parcourir et la difficulté d'y parvenir. Imani Perry, juriste et professeur d'études afro-américaines à Princeton, qui a connu Bell, m'a confié combien il était audacieux à l'époque pour Bell de «soulever des questions sur son propre rôle d'avocat et, peut-être, sur la façon dont nous avons structuré la défense des droits civiques».

Jack Greenberg, qui fut directeur-conseil du Fonds de défense juridique entre 1961 et 1984, décrit Bell dans ses mémoires, *Crusaders in the Courts* (Basic Books, 1994), comme un personnage complexe et irritant, dont les critiques sévères de l'histoire et de la philosophie du Fonds provoquèrent des tensions dans leurs relations personnelles. Pourtant, Sherrilyn Ifill, l'actuelle présidente et directrice-conseil du Fonds, m'a confié que, malgré une certaine consternation initiale dans les cercles de défense des droits civiques, la perspective de Bell avait fini par être acceptée, même par ceux qu'il avait critiqués. «*Je pense que la plupart d'entre nous, en particulier ceux qui ont longtemps admiré Bell et dont il a été le mentor, ont considéré son travail comme un avertissement pour nous, avocats*», m'a expliqué Mme Ifill. Aujourd'hui, selon elle, les avocats de Fonds de défense juridique enseignent le travail de Bell aux étudiants de la Racial Equity Strategies Clinic<sup>18</sup> de l'université de New York.

Bell finit par formuler une critique plus large des objectifs du mouvement et de ses avocats. La question du *busing* était particulièrement complexe. L'affaire «Brown versus Board of Education» concernait Linda Brown, une fillette de huit ans qui vivait dans un quartier mixte de Topeka, au Kansas, mais était obligée de faire près d'une heure de route en bus pour se rendre dans une école noire plutôt que de fréquenter une école plus proche de

---

<sup>18</sup> Ce programme qui dure six mois est organisé conjointement par l'université Howard (établissement scolaire privé fondé en 1867 par des Afro-Américains) et le fonds de défense juridique de la NAACP, et s'adresse à des étudiants en droit civil et droit constitutionnel qui souhaitent bénéficier de l'expérience pratique et juridique d'avocats engagés dans la lutte contre le racisme et les discriminations. Domaines abordés : «*l'éducation, la justice économique, le droit de vote et la gouvernance démocratique, ainsi que la réforme de la police et de la justice pénale*» (NdT).

chez elle, qui, selon la loi, était réservée aux enfants blancs. Dans les années 1970, pour tenter de mettre l'intégration en pratique, les districts scolaires\* envoyaient les élèves noirs dans des écoles blanches mieux financées. On présumait que les parents et les administrateurs blancs ne sous-financeraient pas les écoles fréquentées par les enfants noirs si des enfants blancs la fréquentaient également. En fait, on espérait que la valorisation de la blancheur\* se retournerait contre elle-même. Mais, à l'inverse de la situation de Linda Brown, les écoles blanches étaient généralement plus éloignées des écoles locales que les élèves noirs auraient autrement fréquentées. Ainsi, le remède imposait effectivement le même fardeau que celui imposé à Linda Brown, bien qu'avec des intentions opposées. Bell «*était pessimiste quant à l'efficacité du busing, à une époque où beaucoup de gens ne l'étaient pas*», m'a expliqué l'universitaire Patricia Williams.

Plus important encore, Bell doutait de plus en plus de la possibilité d'atteindre un jour l'égalité raciale aux États-Unis. Le mouvement des droits civiques reposait sur l'idée que le système américain pouvait être amené à mettre en pratique le credo démocratique prescrit dans ses documents fondateurs. Mais Bell avait commencé à penser que le système fonctionnait exactement comme il avait été conçu – raison pour laquelle les progrès se heurtaient invariablement à des revers. En effet, dans les années 1980, il était de plus en plus évident que l'élan en faveur de la déségrégation scolaire était au point mort ; une étude réalisée en 2006 par le Civil Rights Project, à l'université de Los Angeles (UCLA) révéla que bon nombre des avancées réalisées au cours des premières années avaient été effacées dans les années 1990, et que 73 % des élèves noirs de cette époque fréquentaient des écoles où la plupart des élèves étaient issus des minorités.

Dans son deuxième grand article de cette période, «Brown versus Board of Education and the dilemma interest-convergence (Brown contre le Département de l'Éducation et le dilemme intérêt-convergence)», publié en janvier 1980 dans la revue de la faculté de droit de Harvard (*Harvard Law Review*), Bell s'attaqua à la perception selon laquelle les changements sociétaux du milieu du XX<sup>e</sup> siècle étaient le résultat d'un réveil moral chez les Blancs. Selon lui, ils étaient plutôt le produit d'une «*convergence d'intérêts*» et du pragmatisme de la guerre froide. Amplement renseignée sur l'hypocrisie raciale américaine, l'Union soviétique disposait d'une arme accablante face aux critiques américaines sur son comportement en Europe de l'Est. (Dès le procès de Scottsboro\* en 1931, dans lequel neuf jeunes Afro-Américains, âgés de 13 à 20 ans, furent condamnés à tort pour le viol de deux femmes blanches, les Soviétiques<sup>19</sup> dénoncèrent publiquement le racisme américain au niveau international ; cette tactique devint plus courante après le début de la guerre froide.)

Les historiens Mary L. Dudziak, Carol Anderson et Penny Von Eschen, entre autres, ont par la suite étayé le point de vue de Bell, en faisant valoir que les problèmes raciaux de l'Amérique perturbaient particulièrement les relations diplomatiques avec l'Inde et les États africains issus du colonialisme, que les deux superpuissances courtoisaient activement pour obtenir leur allégeance. Les victoires du mouvement des droits civiques, selon Bell, n'étaient pas le signe d'une maturation morale de l'Amérique blanche, mais le reflet de son pragmatisme géopolitique. Pour les personnes inspirées par l'idée que le mouvement était un triomphe de la conscience nationale américaine, ces arguments étaient profondément troublants.

---

<sup>19</sup> La campagne en faveur des «Scottsboro boys» ne mobilisa pas seulement les Soviétiques et le Parti communiste américain, même si le PCA fut le premier à réagir ; elle fut aussi soutenue par la NAACP, l'American Civil Liberties Union et d'autres organisations modérées, d'autant que les accusés, passèrent des années voire deux décennies en prison avant d'être «libérés». Les condamnations furent jugées infondées par l'État d'Alabama en... 2013, alors que tous les accusés étaient morts ! (*NdT*).



En 1980, Bell quitta Harvard pour devenir le doyen de la faculté de droit de l'université d'Oregon, mais il démissionna cinq ans plus tard, après qu'une commission d'évaluation eut refusé d'offrir un poste de professeur à une femme asiatique alors que ses deux premiers choix, tous deux des enseignants blancs, avaient décliné leur offre. La faculté de droit de Harvard réembaucha Bell en tant que professeur. Son influence s'était considérablement accrue depuis qu'il avait commencé à enseigner ; son livre *Race, Racism and American Law*, largement négligé à l'époque de sa publication, était désormais considéré comme fondamental. Pourtant, pendant la période où il n'enseignait plus à Harvard, personne n'avait été désigné pour enseigner son cours principal fondé sur ce livre. Certains étudiants interprétèrent cette omission comme un manque de considération pour les questions raciales, et cela donna lieu au premier des deux événements qui conduisirent à la création de la CRT. Selon la juriste Kimberlé Crenshaw, qui étudiait à la faculté de droit à l'époque : «*Nous nous sommes d'abord rassemblés en tant qu'étudiants et jeunes professeurs de droit autour de ce cours que la faculté de droit refusait d'enseigner.*» En 1982, le groupe invita une série d'orateurs et dispensa lui-même une version du cours.

A la même époque, les facultés de droit étaient secouées par les débats engendrés par les «études juridiques critiques» (*Critical legal studies*) ; un groupe d'universitaires progressistes, blancs pour la plupart, avait, à partir des années 1970, avancé l'idée controversée que le droit, plutôt que d'être un système neutre fondé sur des principes objectifs, fonctionnait pour renforcer les hiérarchies sociales établies<sup>20</sup>. Un autre groupe d'universitaires trouva les «études juridiques critiques» à la fois stimulantes et insatisfaisantes : cet outil leur permettait d'articuler les méthodes par lesquelles le système juridique soutenait l'inégalité, mais d'une manière plus perspicace sur la classe que sur la race. (Les «crits», comme on appelait les adhérents des «études juridiques critiques», «*n'acceptaient pas les particularités de la race*», notèrent plus tard Crenshaw et ses co-éditeurs Neil Gotanda, Gary Peller et Kendall Thomas, dans l'introduction de l'anthologie publiée en 1995 : *Critical Race Theory : The Key Writings That Formed the Movement* (The New Press).

L'étape décisive suivante dans la création de la CRT eut lieu en 1989, lorsqu'un groupe issu des séminaires de Harvard décida d'organiser un colloque à l'université du Wisconsin, où enseignait David Trubek, une figure centrale des «études juridiques critiques». Pour décrire ce que le colloque allait aborder, Crenshaw évoqua de «*nouveaux développements dans la Théorie critique de la race*». Ce nom était destiné à situer le groupe à l'intersection des «études juridiques critiques» et des questions insolubles de la race. Des juristes tels que Richard Delgado, Patricia Williams, Mari Matsuda et Alan Freeman (les attaques contre la CRT se gardent bien de mentionner que ses fondateurs n'étaient pas tous noirs) commencèrent à publier des travaux dans des revues juridiques qui firent avancer le discours sur la race, le pouvoir et le droit.

Crenshaw contribua à ce qui est devenu l'un des éléments les plus connus de la CRT en 1989, lorsqu'elle publia un article dans le *University of Chicago Legal Forum* intitulé «*Demarginalizing the Intersection of Race and Sex : A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics*<sup>21</sup>» (Démarginaliser

---

<sup>20</sup> Ils arrivaient ainsi, fort laborieusement, à une conclusion que le jeune Karl Marx avait déjà exprimée beaucoup plus clairement, 130 ans auparavant, notamment dans le *Manifeste du Parti communiste* («*votre droit n'est que la volonté de votre classe érigée en loi, volonté dont le contenu est déterminé par les conditions matérielles d'existence de votre classe*») et *L'idéologie allemande*. Mais Marx est, aux yeux des identitaires de gauche, un «mâle blanc hétérosexuel», donc un «dominant» infréquentable (NdT).

<sup>21</sup> <https://chicagounbound.uchicago.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1052&context=uclf> (NdT).

l'intersection de la race et du sexe : une critique féministe noire des doctrines antidiscriminations, des théories féministes et des politiques antiracistes). Son argument central, sur «l'intersectionnalité» – la façon dont les personnes qui appartiennent à plus d'une communauté marginalisée peuvent être négligées par les lois anti-discriminations – reprenait et développait des problèmes que la CRT avait abordés. Ces problèmes n'auraient pu être perçus clairement sans l'existence du mouvement des droits civiques, mais le «libéralisme» (c'est-à-dire la gauche, les courants progressistes, *NdT*) n'avait pas de réponse toute prête parce que, dans une large mesure, il ne les avait jamais vraiment envisagés. Pour Crenshaw, l'intersectionnalité est un angle mort juridique et sa conception est désormais mentionnée régulièrement dans les analyses non seulement des politiques publiques, mais aussi de la littérature, de la sociologie et de l'histoire.

Alors que la CRT commençait à prendre forme, Derrick Bell s'impliqua de plus en plus dans une campagne de «diversification» du personnel de la faculté de droit de Harvard. En 1990, il annonça qu'il allait prendre un congé sans solde pour protester contre le fait que la faculté de droit de Harvard n'avait jamais titularisé une enseignante noire<sup>22</sup>. Depuis l'embauche de Bell, près de vingt ans auparavant, quelques autres professeurs noirs avaient rejoint la faculté, dont Randall Kennedy et Charles Ogletree, en 1984 et 1989. Mais Bell, sous l'influence de jeunes juristes féministes, dont Crenshaw, en vint à reconnaître le fardeau unique que représentait le fait d'être à la fois noire et femme.

En avril, Bell prit la parole lors d'un rassemblement sur le campus, où il fut présenté par le président de la revue de la faculté de droit de Harvard, Barack Obama, âgé alors de vingt-huit ans, qui déclara : *«l'érudition de Bell a ouvert de nouvelles perspectives et de nouveaux horizons et a changé les normes de ce que sont les écrits juridiques»*. Bell reconnut devant la foule : *«Pour être franc, je ne peux pas me passer de mon salaire de professeur à la fac de droit pendant un an ou plus. Mais il m'est impossible de continuer à exhorter les étudiants à prendre des risques pour ce qu'ils croient si je ne mets pas en pratique mes propres principes.»*

En 1991, Bell accepta un poste de professeur invité à la faculté de droit de l'université de New York, offert par John Sexton, doyen de cette fac et ancien étudiant de Bell. Harvard n'embaucha pas d'enseignante noire et, au terme de la troisième année de sa protestation, Bell refusa de revenir, mettant fin ainsi à sa chaire à l'université. En 1998, Lani Guinier devint la première femme de couleur<sup>23</sup> à être titularisée à la faculté de droit de Harvard.

Bell resta professeur invité à l'université de New York jusqu'à la fin de sa vie, déclinant l'offre de devenir un membre permanent de la faculté. Il continua à parler et à écrire sur des sujets liés au droit et à la race, et certains de ses travaux les plus importants au cours de cette période furent présentés sous une forme peu orthodoxe. Dans les années 1980, il commença à

---

<sup>22</sup> Selon Wikipedia, à l'époque, sur soixante professeurs titulaires, la faculté de droit de Harvard comptait trois enseignants noirs et cinq femmes mais aucune Afro-Américaine (*NdT*).

<sup>23</sup> Ce terme «**de couleur**» n'a aucune signification puisque le blanc est aussi une couleur ! Plus grave, ce terme confus dissimule ici que si son père est d'origine jamaïcaine, sa mère est «juive-ashkénaze». Il aurait donc fallu écrire «**judéo-jamaïcaine**», ce qui ne colle pas du tout avec l'idéologie identitaire et sa façon de cataloguer «les Juifs» comme «blancs» et membres du bloc des «dominants», donc au sommet de la hiérarchie «raciale» établie par cette même «gauche» si progressiste ! D'ailleurs, il est amusant de constater que la notice Wikipedia en anglais qualifie Lani Guenier de «*première femme noire professeure titulaire de la faculté de droit*». Par contre, il aurait été plus intéressant politiquement de signaler que son père était déjà professeur d'études afro-américaines à Harvard (université réservée aux fils de bourgeois), et que les parents de sa mère étaient tous deux membres du Parti communiste (*NdT*).

écrire de la fiction et, en 1992, il publia un recueil de nouvelles intitulé *Faces at the Bottom of the Well. The Permanence of Racism* (Des visages au fonds du puits. La permanence du racisme, Basic Books). Dans ce livre, une avocate noire nommée Geneva Crenshaw, protagoniste de nombreuses histoires, sert d'alter ego à Bell. (Ce dernier confia plus tard à Kimberlé Crenshaw qu'il avait «emprunté» son nom de famille pour le personnage, et s'était inspiré de plusieurs avocates noires qui avaient influencé sa pensée.) *Kirkus Reviews* a noté que, en dépit d'une «écriture terne», les nouvelles offraient «un aperçu de la rage, de la frustration et de la volonté ardente d'être noir en Amérique». Le *Times* a décrit le recueil comme l'œuvre d'un «Jonathan Swift venu à la fac de droit». Mais le sous-titre du livre, «*La permanence du racisme*», a suscité presque autant d'attention que ses mérites littéraires.

La collection comprend «The Space Traders» (Les marchands venus de l'espace), l'œuvre de fiction la plus connue de Bell. Dans cette nouvelle, des extraterrestres atterrissent aux États-Unis et font une offre : ils vont réparer les graves dommages que le pays a causés à l'environnement, lui fournir une source d'énergie propre et lui donner suffisamment d'or pour ressusciter l'économie ruinée par des politiques favorisant les riches. En échange, les extraterrestres veulent que le gouvernement leur remette tous les Noirs du pays. Un consensus se dégage pour que l'administration accepte l'accord, au motif qu'exiger le départ des Noirs n'est pas si différent que de les enrôler pour faire la guerre. Les Blancs soutiennent largement la mesure. Les groupes juifs s'y opposent, y voyant un écho du nazisme, mais ils sont réduits au silence lorsqu'une vague d'antisémitisme balaie la nation. Une coalition de grandes entreprises s'oppose à l'échange, car les Noirs représentent une grande partie du marché des consommateurs. Les entreprises qui fournissent les forces de l'ordre et l'industrie pénitentiaire s'y opposent également, car elles sont conscientes de l'impact que cette disparition aurait sur leurs résultats financiers.

Un haut fonctionnaire noir décide que le seul moyen d'amener les Blancs à opposer leur veto à la proposition est de les convaincre que partir avec les extraterrestres serait un droit que les Noirs non méritants obtiendraient aux dépens des Blancs ; son plan échoue. L'histoire se termine quand vingt millions d'Afro-Américains, enchaînés, se préparent à quitter «*le Nouveau Monde comme leurs ancêtres y étaient arrivés*». Le récit est sombre, mais il offre un commentaire incisif sur la fragilité de la citoyenneté noire et la nature provisoire de l'inclusion, et il fait écho à un thème de l'œuvre antérieure de Bell, à savoir que les droits des Noirs ont été pris en otage par l'intérêt personnel des Blancs.

Le regretté critique et essayiste Stanley Crouch m'a parlé en 1997 d'un groupe de discussion auquel il avait participé avec Bell et dans lequel il avait critiqué les prévisions terribles de ce dernier. «*Sa tenue était impeccable. J'ai regardé son magnifique costume gris clair qui devait coûter environ mille deux cents dollars, m'a confié Crouch. Je me suis dit, "Il y a quelque chose qui cloche avec ça." Pour moi qui ai milité avec le SNCC\* et le CORE\*, lorsque nous discutons avec des gars du Mississippi, il y a trente-cinq ans, ils n'étaient pas aussi pessimistes que lui aujourd'hui.*» Il a ajouté : «*Ses propos étaient totalement irresponsables*<sup>24</sup>.» Dans un essai intitulé «Dumb Bell Blues» (Le blues stupide de Bell), Crouch a écrit que la théorie de Bell sur la convergence des intérêts sapait l'importance des réalisations des Noirs dans la transformation de la société américaine<sup>25</sup>. Si Crouch considérait

---

<sup>24</sup> Stanley Crouch a toujours aimé lancer des vacheries et initier des polémiques virulentes que ce soit contre Malcolm X, la Nation de l'Islam, le rap, l'identitarisme afro-américain ou des écrivaines féministes. Cf. <https://www.newyorker.com/magazine/1995/11/06/the-professor-of-connection> . Ames sensibles s'abstenir (NdT).

<sup>25</sup> Dans cet article, son jugement à propos de Bell était particulièrement lapidaire : «*Bell a construit sa réputation en poussant des cris d'orfraie à propos de la supposée inévitabilité du*

que le point de vue de Bell relevait du pessimisme, pour Bell, il s'agissait d'un réalisme durement gagné. Imani Perry m'a déclaré : «*Même s'il doutait que le racisme puisse prendre fin, ou que l'on puisse obtenir un ordre judiciaire juste, Bell réfléchissait toujours à la façon dont on fait bouger la société, à ce qui va bouger, et à ce qui sera beaucoup plus difficile à changer.*»

Bell avait souvent une intention toute simple : ouvrir des pistes de réflexion afin de susciter de nouvelles attentes. Crenshaw m'a parlé de *Silent Covenants: Brown versus Board of Education and the Unfulfilled Hopes for Racial Reform* (Des engagements tacites : l'affaire Brown contre le Bureau de l'Éducation et les espoirs inassouvis d'une réforme raciale), un livre que Bell publia en 2004. Il y décrit une cérémonie organisée en 2002 à Yale, au cours de laquelle Robert L. Carter\* reçut un diplôme honorifique. Lorsque le président de l'université fit remarquer que Carter avait été l'un des avocats qui avaient plaidé l'affaire Brown, la foule se leva et lui fit une ovation, ce qui incita Derrick Bell à se demander : «*Comment une décision qui promettait tant de choses et qui, selon ses propres critères, a accompli si peu, a-t-elle pu gagner une place aussi sanctifiée parmi certains des individus les plus instruits et les plus brillants de la nation ?*»

*Silent Covenants* propose également une décision alternative dans l'«affaire Brown». Dans cette version, qui s'inspire clairement du réexamen par Bell de l'affaire «Hudson contre Leake County<sup>26</sup>», la Cour suprême estime que l'imposition de l'intégration susciterait une telle discorde qu'elle serait vouée à l'échec. Les juges émettent donc des instructions pour que les écoles noires et blanches soient égales, et créent un conseil de surveillance pour s'assurer que les districts\* scolaires s'y conforment. Bell explique dans son livre qu'il a imaginé cet arrêt lorsqu'un ami lui a demandé si la Cour suprême aurait pu formuler sa décision «*différemment et mieux que*» celle qu'elle a choisi de rendre. Sa proposition tranche avec l'arrêt de la Cour suprême sous la présidence d'Earl Warren et aussi, implicitement, avec la position adoptée par l'homme qui embaucha Bell comme avocat au sein du Fonds de défense juridique de la NAACP – Thurgood Marshall, qui avait supervisé le procès du plaignant et prôné l'intégration comme un remède. Pourtant, remarque Kimberley Crenshaw, «*en fin de compte, si Bell avait été membre de la Cour suprême, aurait-il écrit un tel arrêt ? Eh bien, j'en doute fortement*». Selon elle, «*une grande partie de ce que Derrick faisait était intentionnellement provocateur*».

L'élection de Barack Obama à la présidence en 2008, qui représentait intrinsèquement une validation du mouvement des droits civiques, a paru réfuter les arguments de Bell. Je le connaissais un peu à ce moment-là – en 2001, je l'avais interviewé pour un article sur l'héritage du Fonds de défense juridique de la NAACP, et nous étions restés en contact. En août 2008, lors d'un échange de courriels sur l'anniversaire de James Baldwin, notre discussion porta sur la campagne d'Obama. Il suggéra que Baldwin avait peut-être trouvé le sénateur Obama trop réticent et trop modéré sur les questions de race. Bell lui-même n'était pas beaucoup plus encourageant. Il m'écrivit : «*Nous pouvons reconnaître cette campagne [présidentielle] comme un moment important, à l'instar des manifestations pour les droits civiques, de la Marche pour l'emploi et la liberté<sup>27</sup> de 1963 à Washington, de l'arrêt Brown*

---

*racisme. Selon lui, les Noirs américains n'auront jamais une chance équitable parce que le tatouage raciste sur la sensibilité blanche serait inamovible*» (NdT).

<sup>26</sup> Évoquée au début de cet article pages 2 à 5 (NdT).

<sup>27</sup> Cette marche pour l'emploi et la liberté rassembla au moins 200 000 personnes à Washington, majoritairement afrodescendantes, à l'appel des organisations des droits civiques (CORE, NAACP, Urban League), de certains syndicats, d'organisations religieuses et évidemment des organisations de gauche et d'extrême gauche. C'est à cette occasion que Martin Luther King prononça son célèbre discours où il évoqua son rêve d'une Amérique

[de la Cour suprême], de tant d'autres grands moments qui, rétrospectivement, promettaient beaucoup et, en fin de compte, n'ont rien signifié, si ce n'est que l'hostilité et l'aliénation à l'égard des Noirs se poursuivent sous des formes qui frustrent les Noirs qui réfléchissent et placent le pays toujours plus près de sa disparition prématurée. »

J'ai été frappé par sa vision sinistre, d'autant plus qu'un homme que Bell connaissait personnellement (Obama), et qui avait enseigné ses idées à l'université de Chicago, allait devenir le premier président noir. Je pensais que son scepticisme s'était transformé en fatalisme. Mais, une décennie plus tard, pendant les moments les plus réactionnaires de l'ère Trump, les mots de Bell m'ont semblé clarifier les choses. Le 6 janvier 2021, alors qu'une foule prenait d'assaut le Capitole dans le but de renverser une élection présidentielle, ces mots m'ont semblé presque prophétiques. Bell n'aurait pas été surpris que l'élection d'Obama et la force de l'électorat noir qui l'a aidé à gagner aient été des facteurs centraux dans la marée actuelle de nationalisme blanc et de mesures discriminatoires contre les électeurs afro-américains.

Bell n'a pas vécu assez longtemps pour assister à l'élection de Donald Trump, mais, comme sa mention de la «disparition prématurée» de la nation le suggère, il avait clairement compris que quelqu'un comme le milliardaire newyorkais pourrait arriver au pouvoir. Pourtant, les attaques actuelles contre la Théorie critique de la race sont arrivées des décennies trop tard pour empêcher ses principes fondamentaux d'entrer dans le canon juridique. La cohorte de jeunes juristes que Bell a influencée a accédé à des postes importants dans le monde universitaire, et nombre d'entre eux, notamment Crenshaw, Williams, Matsuda et Cheryl Harris, ont eux-mêmes influencé les générations suivantes de penseurs. Les personnes qui se sont penchées sur les décès de George Floyd, Breonna Taylor<sup>28</sup> et d'autres et qui ont conclu qu'il ne s'agissait pas d'anomalies mais de preuves que le système fonctionnait comme il avait été conçu, ont formulé la conclusion que Bell avait tirée des décennies plus tôt. «Le fossé entre les mots et la réalité du projet américain – voilà ce qu'est la Théorie critique de la race, où elle se situe», m'a dit Perry. Le fossé persiste et, par conséquent, la perspective de Bell conserve sa pertinence. Même après sa mort, il est beaucoup plus facile d'être en désaccord avec lui que de lui donner tort.

Vinay Harpalani m'a raconté une anecdote : «*Quelqu'un lui a demandé un jour : "Que pensez-vous de la Théorie critique de la race ?" Bell a d'abord répondu : "Je ne sais pas ce que c'est", puis il a proposé : "Pour moi, cela signifie dire la vérité, même face à la critique."* Harpalani a ajouté : «*Il ne faisait que raconter son histoire. Il disait sa vérité, et c'est ce qu'il voulait que tout le monde fasse. Donc, en ce qui concerne Derrick Bell, c'est probablement ce que je pense être important.* »

**Jelani Cobb**, *The New Yorker*, septembre 2021

---

définitivement débarrassée de ses obsessions pour la couleur de peau. Cette manifestation influa considérablement sur l'adoption par le Congrès, l'année suivante, du Civil Rights Act qui mit fin (en théorie) à toutes les formes de ségrégation et de discrimination légales (NdT).

<sup>28</sup> Si les circonstances de la mort de George Floyd sont mondialement connues, celles du décès de Breonna Taylor ont bénéficié d'une couverture médiatique bien moindre. Cette jeune Afro-Américaine a été abattue par la police dans son lit, alors qu'elle dormait. Des flics en civil ont enfoncé sa porte, au milieu de la nuit, sans la moindre sommation préalable ; pensant avoir affaire à des cambrioleurs, son compagnon a tiré sur eux et les policiers les ont alors tués tous les deux. Ils durent admettre ensuite qu'ils s'étaient «trompés» de suspect (celui-ci avait déjà été arrêté !) et avaient menti sur le mandat de perquisition (NdT).

# GLOSSAIRE

(rédigé par le traducteur)

**Blanchité** (*whiteness* en anglais) : ce terme «désigne l'hégémonie sociale, culturelle et politique blanche à laquelle sont confrontées les minorités ethnoraciales, aussi bien qu'un mode de problématisation des rapports sociaux de race [...]. Loin de tomber dans le piège de l'essentialisation, le concept de blanchité ne renvoie toutefois ni à un type corporel, ni à une origine définie, mais à un construit social : aux modalités dynamiques par lesquelles, dans certains contextes sociohistoriques, certains individus ou groupes peuvent être assignés (selon un processus d'allo-identification) ou adhérer (selon un processus d'auto-identification) à une 'identité blanche' socialement gratifiante<sup>29</sup>».

Cette définition illustre les contorsions idéologiques de nombreux militants : d'un côté, l'auteur utilise un concept racial fondé sur des phénotypes (la couleur de la peau) ; de l'autre, il prétend que cela n'a rien à voir avec un «type corporel» ou avec une «essentialisation» de la race blanche ! On trouve exactement les mêmes contorsions dans la définition du «genre» qui tantôt est présenté comme une construction sociale non naturelle (donc pouvant être balayée), qui serait inscrite «dans une époque, un lieu, une culture», tantôt comme un carcan multiséculaire dont il serait pratiquement impossible de se défaire, tant les conséquences psychologiques, économiques et sociales sont contraignantes, et tant les «*privilèges*» des dominants sont ancrés dans les mentalités et les structures sociales.

De même, les théoriciens et théoriciennes de la domination postcoloniale ou «blanche» dénoncent «l'homogénéisation des cultures» (par exemple la culture africaine ou la culture arabo-musulmane sont perçues comme des blocs homogènes), mais ils se livrent à la même homogénéisation en dénonçant le «*privilège de la peau blanche*»...

Si l'on veut terminer sur une note plus positive, disons que l'intention officielle des partisans de ce concept est de démontrer que les majorités eurodescendantes (qu'ils appellent «blanches» ou postcoloniales) vivent dans une splendide ignorance et inconscience des discriminations racistes. Cette ignorance réelle, ou cette volonté plus ou moins consciente de ne pas voir les effets du racisme systémique contre les minorités d'origine non européenne, permet à la domination du groupe ethno-national dominant de se reproduire tranquillement.

Pour plus de détails, cf. mon article : «Blanchité» et «*racés sociales*» : un festival de contradictions et de contorsions théoriques»

[https://nfnf.eu/IMG/pdf/blanchite\\_et\\_race\\_sociale.pdf](https://nfnf.eu/IMG/pdf/blanchite_et_race_sociale.pdf)

**Conseil scolaire**, voir **school board**

**Colorblindness** (indifférence à la couleur) : selon les interprétations, cette attitude peut-être une qualité (pour une personne qui ne croit pas en l'existence des races et juge les gens sur ce qu'ils font et non sur leurs phénotypes) ou une tare (pour ceux qui pensent qu'il existe des races prétendument «sociales», et que donc les membres de la «race» dominante dite «blanche» doivent reconnaître l'étendue et l'importance de leurs «*privilèges*» et se battre la coule tous les matins). Le débat traverse les intellectuels afro-américains même si les militants français de gauche et d'extrême gauche l'ignorent.

**Commis d'office** (*public defender*): «Le droit à un avocat pour les personnes accusées d'infractions pénales dans le cadre de poursuites fédérales est prévu par le sixième

---

<sup>29</sup> Maxime Cervulle, «La conscience dominante. Rapports sociaux de race et subjectivation», <https://www.cairn.info/revue-cahiers-du-genre-2012-2-page-37.htm>.



*amendement à la Constitution des États-Unis. [...] ce droit [a été étendu] à toutes les poursuites pénales, c'est-à-dire même celles engagées par les États, pour tout crime ou délit passible d'une peine de prison. Le financement de ce service varie selon les juridictions. Certains États prennent en charge l'aide juridictionnelle. Dans d'autres, ce sont les comtés ou les villes qui en assument les frais. La Géorgie applique un système hybride et utilise aussi les amendes imposées par les tribunaux et les frais de justice. Dans le District de Columbia (la ville de Washington), les fonds alloués par le Congrès servent à payer les services des avocats commis d'office<sup>30</sup>. »*

**CORE (Congress of Racial Equality, Congrès pour l'égalité raciale)** : organisation pacifiste et non-violente, créée en 1942 par James Farmer pour améliorer les «relations raciales» et mettre fin aux politiques discriminatoires en s'appuyant sur l'action directe : sit-ins dans des cafés ou des restaurants, interventions dans des bus, organisation d'expéditions de militants du Nord dans le Sud (les *Freedom Rides*), etc. Après 1968, l'organisation adopte une ligne plus conservatrice sous l'influence de Roy Innis. Elle existe toujours et intervient dans les quartiers populaires sur des questions comme la formation professionnelle, le chômage, l'assistance aux victimes de crimes, etc.

**Districts scolaires (school districts)** : généralement organisés au niveau d'une ville ou d'un comté, les districts scolaires gèrent le budget et le contenu des programmes de l'enseignement primaire et secondaire ; ils recrutent également les professeurs et les surintendants des conseils scolaires (*school boards*). Autrefois financés par les impôts locaux, aujourd'hui, ils dépendent financièrement de l'État dans lequel ils sont situés. Leur aire de compétence est très variable, puisqu'elle peut varier de quelques centaines à près d'un million d'élèves.

**Evers, Medgar (1925-1963)** : né dans le Mississippi, il mène de nombreuses campagnes dans cet État, avec la NAACP, contre la ségrégation dans les écoles publiques, les transports, les plages et les jardins publics ; pour l'accès des Afro-Américains à l'université publique locale ; pour que les Noirs puissent s'inscrire sur les listes électorales, etc. Il sera assassiné par un membre des Citizens's Councils, réseau créé en 1954 pour combattre l'intégration raciale dans l'éducation. Son assassin ne sera condamné qu'en 1994, soit trente ans après son crime !

**Justice sociale** : ce terme consensuel onusien n'était pas du tout l'objectif des révolutionnaires afro-américains des années 1960, qu'ils fussent nationalistes ou «socialistes<sup>31</sup>». Néanmoins cette expression a été rétrospectivement adoptée, par beaucoup d'entre eux maintenant qu'ils ont dépassé la soixantaine, cf. le livre de Hamlin, cofondateur de la Ligue révolutionnaire des ouvriers noirs (Michael Hamlin, *A Black Revolutionary's Life in Labor. Black Workers in Detroit*, 2012), les interventions d'ex-membres du Black Panther Party disponibles sur Youtube ou les écrits de la très médiatique Angela Davis.

**Marshall, Thurgood (1908-1993)** : avocat de la NAACP depuis 1935, il obtient la réintégration d'un étudiant noir dans l'université du Maryland en 1936, plaide avec succès dans d'autres affaires similaires et devient directeur du service juridique de l'organisation en 1938. Il continue à s'illustrer dans des procès contre des condamnations à mort de jeunes Noirs pour un crime qu'ils n'avaient pas commis, ou des procédures contre des mesures racistes lors de primaires démocrates au Texas. En 1954, il plaide dans l'affaire «Brown versus Board of Education» qui aboutit à l'interdiction de la ségrégation dans les écoles publiques. Il fut également premier Afro-Américain à siéger à la Cour suprême entre 1967 et 1991).

---

<sup>30</sup> <https://share.america.gov/fr/aux-etats-unis-le-droit-a-un-avocat-est-garanti-par-la-constitution/>

<sup>31</sup> Cf. mon article : Sur le prétendu «mouvement de libération noire» aux États-Unis <https://nnpf.eu/spip.php?article478>



**Montgomery Improvement Association** : l'association fut «*créée le 5 décembre 1955 par des pasteurs noirs et des dirigeants communautaires de Montgomery, en Alabama. Sous la direction de Martin Luther King la MIA joua un rôle déterminant dans le boycott des bus de Montgomery. La réussite de cette campagne attira l'attention nationale sur la ségrégation raciale dans le Sud et catapulta King sous les feux de la rampe.*

*À la suite de l'arrestation de Rosa Parks le 1<sup>er</sup> décembre 1955 pour ne pas avoir laissé sa place à un passager blanc dans un autobus à Montgomery, Jo Ann Robinson du Women's Political Council et E. D. Nixon proposèrent d'organiser un boycott d'une journée des autobus de Montgomery le 5 décembre. [...] Quatre-vingt-dix pour cent de la communauté noire ne prit pas les bus ce jour-là, ce qui incita les responsables du boycott à [...] lancer une campagne de protestation plus large. Lors d'une réunion [...] le 5 décembre, les dirigeants noirs de Montgomery créèrent la MIA pour superviser la poursuite et le maintien du boycott et élirent King, un jeune pasteur nouvellement arrivé à Montgomery, comme président. [...] À la suite de la première réunion, le comité exécutif rédigea les revendications du boycott et convint que la campagne se poursuivrait jusqu'à ce que ces revendications soient satisfaites : traitement courtois par les opérateurs de bus ; places assises selon le principe du premier arrivé, premier servi ; et emploi de chauffeurs noirs.*

*Au cours de l'année suivante, l'association organisa des convoitages et tint des réunions de masse hebdomadaires avec des sermons et de la musique pour maintenir la mobilisation de la communauté afro-américaine. [...]. En février 1956, les autorités de Montgomery inculpèrent 89 dirigeants du boycott, dont King, pour avoir violé la loi anti-boycott de 1921 en Alabama. Le procès de King [...] se conclut par sa condamnation, mais personne d'autre ne fut traduit en justice. En novembre 1956, la Cour suprême des États-Unis [...] mit fin à la ségrégation dans les bus publics. L'ordre de déségrégation des bus arriva le mois suivant, et le 20 décembre 1956, King appela officiellement à la fin du boycott. [...]*

*Suite à son succès, le MIA devint l'une des organisations fondatrices de la Southern Christian Leadership Conference (SCLC) en janvier 1957. Bien que la MIA ait perdu de son élan après le retour de King à Atlanta en 1960, l'organisation, [...] poursuivit ses campagnes tout au long des années 1960, en se concentrant sur l'inscription des électeurs, l'intégration des écoles locales et l'intégration des installations publiques<sup>32</sup>«*

**NAACP**, «Association nationale pour la promotion des gens de couleur» créée en 1909 et qui compte aujourd'hui plus d'un demi-million de membres. Créée par des «libéraux» euro-américains et des intellectuels afro-américains comme W.E.B. Du Bois notamment pour combattre les lynchages et les émeutes racistes, elle lutte pour assurer «*l'égalité politique, éducative, sociale et économique des citoyens américains appartenant à des minorités et pour éliminer les préjugés raciaux*» en s'appuyant sur des «*processus démocratiques*» – ce qui témoigne de son souci de respectabilité et de «responsabilité».

**Paine, Thomas** (1737-1809): marchand, maître d'école, journaliste, intellectuel britannique, américain et français qui défendit l'indépendance des colonies britanniques en Amérique du Nord. Enthousiasmé par la Révolution française, il fut naturalisé et élu député du Pas-de-Calais, proche des Girondins, à l'Assemblée nationale en 1792 avant d'être arrêté en 1793. Libéré, il est de nouveau député en 1795, puis part aux États-Unis en 1802. Après sa mort il sera considéré comme l'un des «pères fondateurs» des États-Unis.

**Rédemption**: Terme biblique utilisé par les démocrates sudistes pour désigner la fin de la période de la Reconstruction. En Géorgie, par exemple, cette «Rédemption» fut marquée par une campagne d'assassinats d'Afro-Américains organisée par le Ku Klux Klan (31 en trois mois avant les élections de 1868 en Géorgie), des lynchages collectifs lors de réunions

---

<sup>32</sup> <https://kinginstitute.stanford.edu/encyclopedia/montgomery-improvement-association-mia>

républicaines comme à Camilla en 1868, l'expulsion du Parlement local de 28 représentants soupçonnés d'avoir au moins «un huitième de sang noir», l'établissement d'une loi martiale, etc. A long terme, cette «Rédemption» se traduit par la défense inconditionnelle des intérêts des gros planteurs et des hommes d'affaires, au détriment des petits fermiers et des travailleurs agricoles eurodescendants, et bien sûr aux dépens des Afrodescendants<sup>33</sup>.

**Rosenwald, Julius (1862-1932)** : fils d'immigrés juifs allemands, il réussit, après plusieurs échecs financiers dans l'industrie du vêtement, à devenir un homme d'affaires important en rachetant Sears and Roebuck qu'il développa considérablement. Comme d'autres capitalistes américains, il eut de nombreuses activités philanthropiques et, sous l'influence de Booker T. Washington, il soutint financièrement la construction de nombreuses écoles dans le Sud, mais aussi des universités, des musées et des organismes de bienfaisance. Il finança la construction de 24 YMCA (foyers de jeunes) pour les Noirs et plusieurs centaines de logements sociaux pour les Afro-Américains sur Michigan Avenue à Chicago.

**Rufo, Christopher (1984-)**: documentariste, agitateur médiatique pro-républicain qui s'est fait connaître sur les réseaux sociaux par ses vidéos et conférences contre l'enseignement (réel ou imaginaire) de la «Théorie critique de la race» et les «théories» dites «LGBT» dans les établissements scolaires, qu'il accuse, pour la première, d'être marxiste et, pour les secondes, de prôner la... pédophilie ! Actuellement membre du très conservateur Manhattan Institute, il a aussi travaillé pour d'autres fondations ou think tanks réactionnaires, anticommunistes et/ou créationnistes. Il se présente comme un apôtre de la «liberté d'expression» et traite ses critiques de partisans du «totalitarisme».

**School board** : le conseil scolaire ou conseil d'éducation (*school board*) s'occupe des programmes scolaires, du budget, du personnel scolaire et administratif, au niveau d'une école. Ses membres sont élus localement ; censés représenter la «communauté», ou les «citoyens», ils élisent le «superintendant» de l'école. D'autre part, chaque État américain dispose d'un Département de l'Éducation (*Department of Education*), secondé par un Conseil de l'éducation (*Board of Education*) au niveau de l'État, dont les réunions sont publiques. Ce Conseil a pour fonction de surveiller le travail des superintendants des écoles de l'État concerné. Chaque État fixe les programmes scolaires en fonction de son orientation politique. Les parents qui veulent éviter le contrôle du Département de l'Éducation d'un État voire les lois fédérales peuvent créer des *charter schools*, «écoles à chartes», privées, qui permettent d'imposer une idéologie religieuse ou politique et d'écarter les enfants des minorités.

L'importance idéologique de l'autonomie locale des établissements et des structures administratives est, comme le souligne justement Bell dans son article sur les conséquences négatives de l'arrêt «Brown versus Board of Education», un argument fréquemment avancé par les juges pour ne pas contraindre les responsables scolaires locaux à lutter contre la ségrégation sociale et scolaire. Selon Bell, la Cour suprême «a élevé le concept d'"autonomie locale" au rang de "tradition nationale vitale"<sup>34</sup>» et cela risque d'«aboutir au maintien d'un *statu quo* qui préservera les possibilités et les installations éducatives supérieures pour les Blancs au détriment des Noirs». La plus haute autorité judiciaire, «la Cour suprême se préoccupe de manière continue, bien qu'imprévisible, des conseils scolaires dont les politiques révèlent une adhésion à long terme à une discrimination raciale manifeste» au nom d'un «prétendu droit des Blancs à ne pas s'associer aux Noirs dans les écoles publiques» et d'une «liberté de choix» hypocrite.

---

<sup>33</sup> Pour plus de détails, cf. <https://www.georgiaencyclopedia.org/articles/history-archaeology/redemption/>.

<sup>34</sup> Citation extraite de l'article de Derrick Bell, «Brown v. Board of Education and the Interest-Convergence Dilemma», comme les citations suivantes de cette entrée du glossaire : [https://moodle.swarthmore.edu/pluginfile.php/83704/mod\\_resource/content/0/bell\\_B\\_vB.pdf](https://moodle.swarthmore.edu/pluginfile.php/83704/mod_resource/content/0/bell_B_vB.pdf).

«**Shelby County versus Holder**» : Au cours de ce procès contre le ministre de la Justice de l'époque, Eric Holder, le comté de Shelby, soutenu par des avocats grassement payés et des hommes d'affaires de droite et d'extrême droite, contesta, auprès de la Cour suprême, l'obligation pesant sur lui (et d'autres) de soumettre à autorisation préalable du Département de la Justice toute proposition de modification de sa loi électorale. En février 2013, la Cour ne s'intéressa qu'à la question de savoir si le droit des États avait été violé en matière de procédures et de découpages électoraux. Ses membres les plus réactionnaires négligèrent volontairement les conséquences discriminatoires de ces décisions locales en arguant que le Sud avait radicalement changé depuis le Voting Rights Act de 1965 (en effet, cette loi avait établi une liste d'États et de comtés très... «problématiques») ; que de toute façon le racisme existait aussi dans d'autres États (!) ; et que c'était aux électeurs de prouver individuellement qu'ils étaient victimes de pratiques racistes. Cet arrêt de la Cour suprême a permis, jusqu'aujourd'hui, l'adoption de mesures discriminatoires détournées comme le fait de réduire le nombre de bureaux de vote (donc d'obliger les membres des minorités à parcourir de longues distances pour aller voter) ; de forcer les gens à attendre pendant des heures pour voter, ; d'éliminer des électeurs afro-américains ou appartenant à d'autres minorités sur les listes électorales pour des prétextes futiles sans avoir recours aux questionnaires ouvertement racistes des années 1950 et 1960, etc.

**SNCC** (Student National Coordinating Committee) : le Comité de coordination des étudiants non-violents fut créé en 1960. A gauche, les défenseurs radicaux du «Pouvoir noir» se trouvaient à la tête du SNCC (qui a disparu dans les années 1970) et du CORE (qui devint ensuite une organisation beaucoup plus modérée). Dès la fin de l'année 1966, les dirigeants du SNCC exclurent de leurs rangs les Eurodescendants en les invitant à aller militer parmi les «Blancs» contre le racisme plutôt qu'à s'engager dans des organisations ethniquement mixtes. Il faut néanmoins signaler que le SNCC (tout comme les Black Panthers, le CORE et la League of Revolutionary Black Workers<sup>35</sup>) acceptaient des alliances avec les «Blancs» contrairement aux «nationalistes culturels» (Nation of Islam, afro-centristes, l'organisation US – Nous – de Ron Karenga, etc.).

**Théorie critique de la race, ou CRT** : Dans le monde universitaire francophone, on défend généralement l'idée qu'il existe plusieurs «théories critiques de la race», très différentes entre elles. Lorsqu'on écoute les spécialistes et **disciples afro-américains de Bell**, il est amusant de constater que **tous** évoquent **une** seule «théorie» (cf. le débat entre eux intitulé «The professor as protestor» <https://www.youtube.com/watch?v=eEhI-0QGfME>). On a affaire donc à un rideau de fumée classique chez les identitaires de gauche, puisqu'il en est de même pour les «études de genre» dont les partisans mettent l'accent sur leurs divergences pour mieux cacher les similitudes entre leurs «théories», à commencer par le concept même de «genre» qui est un article de foi pour tous... et toutes.

**Warren, Earl** (1891-1974): avocat, procureur puis gouverneur républicain de Californie, il fut nommé à la Cour suprême en 1953 par Eisenhower et en restera le président jusqu'en 1969.

**Wilson, August** (1935-2005) : dramaturge, dont la mère était une femme de ménage afro-américaine et le père un cuisinier-pâtissier, immigré allemand. Ses pièces les plus connues décrivent la vie des Afrodescendants à Pittsburgh au XX<sup>e</sup> siècle, les questions du racisme, des discriminations et de l'identité, puisqu'il était «biracial» comme disent les Américains, donc difficilement accepté par les deux «communautés». Après avoir été laveur de vaisselle,

---

<sup>35</sup> Cf. Camille Estienne, «Compte rendu du livre de James A. Geschwender, *Class, Race, and Worker Insurgency - The League of Revolutionary Black Workers* (Classe, race et insurrection ouvrière - La Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires), Cambridge University Press, 1977», <https://nfnf.eu/spip.php?article951>.

portier, jardinier, aide-cuisinier et s'être même engagé dans l'armée pendant un an, il fut actif dans les mouvements «nationalistes culturels» afro-américains, politiquement influencés aussi bien par le tiers-mondisme de Malcom X et les Black Panthers que par la Nation de l'Islam.

Yves Coleman, *Ni patrie ni frontières*, février 2023